



**L'objet de cette contribution est le développement d'une interview que j'ai donnée à la télévision internationale Africa 24 le 22 août 2013 (Paris France).**

Les importations algériennes sont maintenues en hausse jusqu'à juillet, atteignant 15,79% à 33,04 mds de dollars comparées à la même période de l'année passée».

L'excédent de la balance commerciale s'est établi à 8,54 milliards de dollars pour les 7 premiers mois de 2013 contre 15,70 milliards de dollars pour la même période en 2012 : pourquoi ? Il faut bien poser le problème et cerner la situation de l'économie algérienne. Après 50 années d'indépendance politique l'Algérie exporte 97% d'hydrocarbures et importe 70% des besoins des ménages et des entreprises publiques et privées ((dont le taux d'intégration ne dépasse pas 15%). Sonatrach, fait vivre la majorité des Algériens. Et toute baisse des recettes de Sonatrach corrélée à une augmentation des importations entraîne forcément un fort déficit commercial. Le pouvoir d'achat de la majorité des Algériens est fonction de la rente des hydrocarbures pour une corrélation de 70/80% et que toute réduction des recettes aura pour conséquence, proportionnellement une baisse de son pouvoir d'achat, les réserves de change d'environ 189,9 milliards de dollars en 2013 ( qui ont pour la première fois depuis des années baissé en valeur absolu par rapport à 2012 selon la banque d'Algérie) jouant le rôle transitoire d'antichoc social. Le produit intérieur brut (PIB) est constitué certes directement d'environ 40% de la part des hydrocarbures et indirectement la rente des hydrocarbures à plus de 80% du PIB, laissant aux véritables producteurs de richesses, autonomes dans leurs décisions, vivant de l'autofinancement, moins de 20%. L'on doit en

effet, tenir compte de l'effet indirect via la dépense publique ( 500 milliards de dollars programmée entre 2004/2013) donnant des taux de croissance et de chômage artificiels, rendu possible grâce aux recettes de Sonatrach qui se sont élevés à 600 milliards de dollars entre 2000- 2012 selon les bilans officiels de Soantrach.

## **Se pose donc cette question : pourquoi cet accroissement des importations ?**

Cette poussée récente des importations est le fait à la fois, certes de certaines surfacturations, en raison d'un contrôle tant politique qu'économique limité et de la cotation administrative du dinar, écart de 40/50% entre le cours officiel et celui du marché parallèle. Mais également et surtout à la faiblesse de la production et de la productivité locale et des augmentations récentes de salaires. D'une manière générale, (un dollar environ 77 dinars), selon l'enquête publiée en 2012 par l'ONS, (couvrant la période 2006/2011), la masse salariale est passée de 19,5 en milliards de dollars en 2006, 22,4 en 2007, 27,8 en 2008, 30,9 en 2009, 37,9 en 2010 et 49,6 en 2011. Au vu que selon le FMI, le PIB algérien a été de 158,97 milliards de dollars en 2010, 183,4 en 2011, 188,6 en 2012 et avec un taux de croissance de 3,4% pour 2013, tendrait vers 195 milliards de dollars, le ratio PIB sur masse salariale est passé de 23,77% en 2010, à 26,99% en 2011 et tendrait vers 43,70% en 2013. Ce ratio est normal dans les pays développés ou émergents mais inquiétant pour l'Algérie du fait de la domination des emplois et donc des traitements rentes. C'est que l'Algérie, ne produit presque rien avec le dépérissement du tissu industriel (moins de 5% du PIB). Si la tendance se maintenait pour le second semestre de 2013, devant prendre en compte la balance des paiements et non la balance commerciale, à signification limitée, nous aurons 60 milliards d'importation de biens, montant auquel il faut ajouter plus de 12 milliards de dollars de services (montant de 2012) plus les rapatriements légaux des profits des sociétés étrangères ( entre 4 à 5 milliards de dollars), soit au total 76/77 milliards de dollars, et devant soustraire les exportations hors hydrocarbures et les transferts venus de l'étranger (mais insignifiants), ce qui donnerait un solde dépassant les recettes attendues de Sonatrach, Cela explique la circulaire récente du premier Ministre Abdelmalek Selllal pour lutter contre les transferts illicites de capitaux , mais sera t- elle efficace ? Du fait de la rigidité de l'offre , en cas de limitation drastique des importations, il y a risque d' une hausse des prix internes, c'est à dire l'accélération du processus inflationniste, pénalisant les couches les plus défavorisées car l'inflation joue toujours comme facteur de concentration de revenus au profit des revenus variables non concernés par cet article et au détriment des revenus fixes, tensions sociales que l'on atténue par des subventions généralisées sans ciblage grâce à la rente des hydrocarbures , les transferts sociaux étant selon le Ministre des finances estimés à environ 13 milliards d'euros.

**Face à cet accroissement des importations de biens et services(l'importations seulement du blé qui dépassera les 2,2 milliards de dollars), pourquoi la baisse des exportations d'hydrocarbures ?**

On assiste donc depuis des années à une stagnation des exportations selon les statistiques douanières algériennes, pour différentes raisons expliquant les différentes modifications de la loi des hydrocarbures dont la dernière en date est janvier 2013 et pour rappel celle de 2006 qui a fait tellement de tapages n'ayant jamais été appliquée. Sonatrach se trouve confrontée à la concurrence internationale et à la forte consommation intérieure. Avec le doublement des capacités d'électricité à partir des turbines de gaz, la consommation intérieure horizon 2017 approcherait les exportations actuelles donnant, en cas de non découvertes de réserves substantielles et rentables, une durée de vie qui ne dépasserait pas 2025/2030, le PDG de Sonatrach ayant affirmé le 24 février 2013 que les réserves en gaz ne dépassent pas aujourd'hui 2000 milliards de mètres cubes gazeux., Cela pose la problématique de la sécurité et de la nécessaire transition énergétique.. Selon le rapport de l'AIE, horizon 2017, les USA dont les recettes de Sonatrach provenant de ce pays représentent environ 25% deviendrait exportateur de pétrole et de gaz de schiste d'où l'urgence de nouveaux marchés. Il y a également le concurrent le plus sérieux le géant russe Gazprom (la Russie possédant environ 30% des réserves mondiales de gaz et surtout le savoir faire) qui à travers le North et le South Stream (125 milliards de mètres cubes gazeux) concurrent direct de Sonatrach sans compter l'Iran et surtout le Qatar ces deux pays étant proches de l'Asie, La Russie écoule actuellement une fraction de sa production sur le marché libre, étant donné qu'existe depuis des années une déconnexion du prix du gaz sur celui du pétrole. Cela explique d'ailleurs le gel du projet Galsi via la Sardaigne qui deviendrait non compétitif au vu des prix de cession actuel du gaz sur le marché mondial. Pour le gaz de schiste algérien, il faut se méfier de certaines statistiques internationales souvent contradictoires. Il faudra étudier la rentabilité (coûts et vecteur prix international deux ratios qui permettent de calculer le niveau des réserves). Il y a lieu de tenir compte que l'Algérie est un pays semi aride avec ces extrapolations inquiétantes de sécheresse horizon 2020 pour l'Afrique du Nord selon un rapport récent de l'ONU, un milliard de mètres cubes de gaz nécessitant un million de mètres cubes d'eau douce, l'eau du Sud étant saumâtre alourdissant les coûts et par ailleurs nécessitant d'importants investissements dans les canalisations dont le taux de profit est inférieur à 30% par rapport à celui de l'amont, donc une rentabilité qui est très faible, et devant maîtriser la technologie pour éviter la détérioration des nappes phréatiques.

### **Quelle conclusion pouvons-nous tirer pour éviter cette situation paradoxale ?**

Au départ, il semble bien que Les pouvoirs publics ont-ils tiré les leçons de la chute des cours des hydrocarbures en 1986 avec ses incidences économiques, politiques et sociales de 1988 à 2000 ? L'Algérie en maintenant la politique actuelle va droit au mur. Il s'agit de réaliser la transition d'une économie de rente à une économie productive dans le cadre de la mondialisation en réhabilitant l'Etat de droit et les véritables producteurs de richesses, l'entreprise et son fondement le savoir. Or l'Algérie ne figure pas dans le classement de Shanghai pour les meilleures universités dans le monde. Elle a reculé à la 131ème place dans le classement mondial 2013 des technologies de l'information et de la communication (TIC), après avoir occupé le 118ème rang en 2012. D'après le rapport 2013 du World Economic Forum (WEF), dans le classement des pays les plus compétitifs, elle arrive au

110e rang mondial, perdant ainsi 23 places comparativement au dernier classement 2012. Il s'agit surtout de rétablir la morale sans laquelle aucun développement durable ne peut se réaliser. Les scandales financiers ne touchent pas n'importe quelle société, mais Sonatrach, qui fait vivre la majorité des Algériens. Le problème qui se pose pour l'Algérie est donc profond et interpelle toute la politique socio-économique de l'Algérie et son adaptation au nouveau monde tout en préservant ses intérêts propres. Or, l'Algérie continue de dépenser sans compter en épuisant ses réserves d'hydrocarbures sans instaurer une véritable économie. Selon le dernier rapport de l'OPEP (juillet 2013), pour l'Algérie, outre la baisse des prix qui aurait occasionné une perte de 2 à 3 milliards de dollars à l'Algérie durant le premier semestre 2013, le prix du baril qui lui permettrait de financer le budget de l'exercice 2013 ne saurait aller en dessous de 123 à 124 dollars contre environ 115 dollars en 2012, une estimation qui reste proche de celle du Fonds monétaire international qui a fixé la rentabilité du baril de pétrole pour l'Algérie à 121 dollars contre 58 pour le Qatar et 144 dollars pour l'Iran. Peut-elle continuer dans cette voie suicidaire pour les générations futures, face à l'absence de morale, de la corruption socialisée, au risque d'une aggravation du déficit budgétaire, de l'épuisement du fonds de régulation des recettes, rendant nécessaire de puiser dans les réserves de change d'une accélération du processus inflationniste et donc d'une implosion sociale, calmant transitoirement le front social par la distribution de revenus sans contreparties productives. Pour terminer, du fait de ses importantes potentialités, je suis persuadé sous réserve d'une nette volonté politique que l'Algérie peut surmonter la situation anémique actuelle, son devenir économique étant au sein des espaces euro-méditerranéens et au sein du continent Afrique continent qui devrait tirer dans les prochaines décennies l'économie mondiale. D'où des enjeux géostratégiques considérables

*Dr Abderrahmane Mebtoul*